

À l'attention de la présidente de la Commission, Ursula Von Der Leyen,  
Le Vice président du Pacte Vert Européen, Frans Timmermans,  
La Commissaire européenne pour la santé et protection des consommateurs, Stella Kyriakides,  
Le Commissaire pour l'agriculture, Janusz Wojciechowski,  
Le Commissaire pour l'environnement, les océans et la pêche, Virginijus Sinkevičius  
Le Président du Conseil Européen, Charles Michel,  
La Présidente du Parlement Européen, Roberta Metsola,  
Le Représentant Permanent adjoint de la France à l'Union Européenne, Cyril Picquemal,

**OBJET : Le paquet chimique du Green Deal doit être inscrit dans les priorités législatives des institutions européennes.**

Mesdames et Messieurs les représentants des instances européennes,

Générations Futures<sup>1</sup> constate avec inquiétude que le paquet sur les produits chimiques du Green Deal est absent de votre projet de déclaration commune concernant vos priorités législatives pour 2023/2024.

Pourtant, la révision du règlement REACH et CLP sont des temps cruciaux attendus par la société civile européenne. Pour mémoire, cette révision était promise dans la Stratégie pour la Durabilité dans le domaine des produits chimiques en novembre 2021. Depuis plusieurs semaines, une mobilisation sans précédent a lieu comme en témoigne [la lettre cosignée par de nombreuses ONG européennes](#) que vous avez reçu en octobre 2022. Nous vous interpellons une nouvelle fois pour que vous mainteniez à l'agenda européen ces révisions primordiales concernant la protection de l'environnement et de la santé des citoyens européen. Nous profitons aussi de ce courrier pour réaffirmer la nécessité d'avancer dans le cadre de négociations constructives et ambitieuses concernant le règlement SUR sur les pesticides qui, lui aussi, est en danger du fait de la pression de certains Etats membres souhaitant une nouvelle étude d'impacts. [L'ICE Bees & Farmers](#) que vous avez reçu il y a quelques jours démontre les attentes fortes des citoyens européens sur le sujet.

Vous le savez, près de 40% des Européens sont confrontés à des cancers en partie causés par l'exposition aux polluants chimiques. Cela [représente un coût de 157 et 270 milliards](#) d'euros en termes de dépenses de santé et de perte de revenus potentiels chaque année pour les États membres. Il n'est plus temps d'attendre et de prétexter des coûts économiques néfastes que la révision de la réglementation chimiques aurait pour les industriels de la chimie. Faire passer d'abord des intérêts économiques privés devant des intérêts sanitaires et environnementaux publics n'est plus acceptable. L'urgence est là et le report de l'action en la matière vous rendra responsable de leurs conséquences néfastes.

---

<sup>1</sup> Générations Futures est une association de défense de l'environnement agréée par le ministère de l'Ecologie depuis 2008 et reconnue d'intérêt générale. Elle mène des actions (enquêtes, colloques, actions en justice, campagne de sensibilisation...) pour informer sur les risques de diverses pollutions (les substances chimiques en général et les pesticides en particulier) et promouvoir des alternatives à ces produits menaçants la santé et l'environnement. En outre, l'association est membre actif de réseaux européens reconnus tels le Pesticide Action Network Europe (PAN Europe) et le réseau Health Environmental Alliance (HEAL).

En France, [88% des citoyens](#) sont inquiets par l'impact des polluants chimiques sur leur environnement et leur santé. Cette préoccupation notoire vient d'être renforcée par [la tribune co-signée par plus de 200 scientifiques et médecins](#) interpellant la France à se positionner clairement en faveur de ses révisions européennes.

La pression des lobbies sur ces enjeux est identifiée par toutes les parties prenantes et a été dénoncée maintes fois. En tant que représentant politique de l'institution européenne, vous avez le devoir d'agir pour la protection des citoyens européens et d'assurer un avenir sain et respectueux des générations futures.

Nous comptons donc sur vous pour que ces sujets soient dans les priorités des futures politiques européennes et à l'agenda 2023.

Nous vous prions d'agréer nos plus sincères salutations,

Madame Maria PELLETIER  
Présidente de Générations Futures

